



# Logement

La crise du logement s'aggrave, les prix explosent, il est de plus en plus difficile de répondre aux demandes.

Notre dossier page 4.

## Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 782

17 mars 2005

prix: 0,40 €



### ■ CONSEIL REGIONAL

Un an après le changement de majorité au Conseil régional, faisons un point avec les élus communistes de Loire-Atlantique

P 7

### ■ LES TRI YANN A LA FÊTE

La Fête continue de se dévoiler. Après l'annonce de la participation de Marie George Buffet. Les Tri Yann animeront la partie spectacle le dimanche.



### ■ L'ANTIRACISME

Une question d'actualité, abordée en page événement, culture, idée, d'après un texte du Parti communiste et des propositions de livres sur cette question.

P 6

### ■ SOCIAL ENCORE PLUS HAUT

Une page sociale chargée remplie d'une actualité forte.

P 5



# L'actualité politique...

## EN BREF

### Pour avoir les clés de Bercy :

L'histoire vient de nous le confirmer, il faut d'abord être un bon copain du Président. C'était le cas du remplaçant de SARKOZY, Hervé GAYMARD, c'est le cas avec Thierry BRETON qui dès la sortie du berceau, c'est-à-dire très jeune, s'est retrouvé dans les bras de celui qui, ensuite s'empara des clés de l'Élysée.

### Deuxième condition :

Il faut être un homme lié aux questions financières, qui aime personnellement l'argent et qui en ait. Souvenons-nous des raisons des malheurs de GAYMARD, et rappelons-nous toujours que Thierry BRETON est un peu l'homme de la situation. Il appointait en tant que patron de France Télécom à 1,4 millions d'euros par an... Un homme loin du besoin à qui il a été conseillé, en franchissant la porte de Bercy, de se séparer des quelques 10 000 actions qu'il possédait de sa précédente entreprise... Une bricole en soit.

### Il faut être un bon pourvoyeur d'emplois :

En prenant la direction de l'entreprise de communication qu'est France Télécom, Thierry BRETON a montré ses grandes capacités à mettre en place un management à la sauce libérale. Une réflexion sur les chiffres, pas sur les hommes. C'est ainsi que s'activant sur la privatisation, il a inscrit sur sa carte de visite, la suppression de quelque 27 000 emplois depuis sa nomination en 2002 à France Télécom.

### Croire que demain le monde sera meilleur :

Quand il arrive à la tête de France Télécom, l'entreprise accuse 12 milliards d'euros de pertes et une dette record de 70 milliards. Thierry BRETON concocte alors un plan de redressement drastique qui prévoit de dégager quelques 45 milliards d'euros sur trois ans. La République vient de l'appeler laissant le plan de redressement en chantier mais pour les 27 000 emplois, ça, c'est acquis ils sont bien supprimés.



### Etre un fidèle inconditionnel aux banques :

Thierry BRETON s'en va donc, France Télécom reste avec une dette de quelques 44 milliards d'euros entraînant le versement de frais financiers colossaux aux banques. Un montant équivalant à plus de la moitié de la masse salariale de l'entreprise. Une situation qui peut s'avérer difficile à supporter pour un premier responsable de la bonne tenue des finances publiques qui ne saura finir un discours sans prononcer le mot "rigueur" pour les Français.

### Et pendant ce temps là :

SARKOZY est toujours le chef du grand parti du Président. Il veille entre autres, à préparer les futures joutes électorales qui devraient, pense-t-il, le placer sur une voie royale... Il reste tout de même à savoir qui la prochaine fois fera un croc en jambe à l'autre, car à ce petit jeu, le gagnant n'est pas toujours celui que l'on croit et qui croyait lui-même être.

## Point de vue

### par Jean-Louis LE CORRE



Le désengagement de l'état sur le logement correspond à un objectif politique d'un gouvernement qui privilégie les nantis et le patronat. "Le libéralisme" fragilise la paix, accentue la crise et la précarité pour les plus démunis.

Pour le combattre et pour d'autres choix, la définition d'objectifs partagés s'impose, la politique nous appartient, tous

ensembles prenons la en main. L'Etat, en charge de la solidarité, baisse d'1 milliard d'€ le budget du logement pour l'aide à la pierre et à la personne, transfère la compétence du Fonds Solidarité Logement au département sans compensation financière intégrale et refuse que le "protocole BORLOO" s'applique aux propriétaires privés. C'est aussi la fin de l'implication de l'Etat dans la mise en œuvre du protocole et la possibilité de transfert du contingent de logements sociaux du Préfet au Maire et à l'intercommunalité.

Il convient malheureusement de noter aussi que le problème de fond n'est pas non plus résolu pour le secteur HLM. Les locataires, qui en 2004, n'avaient pas d'argent pour payer le loyer n'en ont pas plus

aujourd'hui. Selon l'Union Sociale de l'Habitat 25% des "protocoles BORLOO" ne seraient pas respectés.

Le Ministre de la cohésion sociale annonce la possibilité de construire des maisons à 100 000€, dans un contexte de flambée des prix du foncier et d'explosion des quittances de loyer. C'est une forme de pression sur les communes qui seraient alors contraintes de fournir gratuitement le foncier et les voies réseaux.

Sans sous estimer l'utilité de la rénovation urbaine axée sur des objectifs de démolition/construction, c'est 350 000 à 360 000 logements qu'il faut construire par an selon la fondation Abbé Pierre.

Avoir un toit est un droit et personne ne peut en être privé. La création d'un service public national du logement géré de façon décentralisée avec la participation des citoyen(ne)s peut contribuer à son respect.

**Il faut créer un service public national du logement géré démocratiquement**

Notre volonté de résorber la crise du logement en Loire-Atlantique n'est pas incantations, mais propositions. Débattons de celles-ci, elles s'apparentent à une "sécurité sociale" du Logement pour contribuer à résoudre cette crise du logement pénalisante pour le développement durable des territoires.

## Ouest France apolitique ?

Dans son éditorial du dimanche 6 mars, le grand patron de Ouest France se dévoile sans réserve pour le OUI à la constitution européenne. Il positionne, sans aucune ambiguïté, son journal parmi les moyens de propagande des défenseurs de droite ou sociaux démocrates au projet giscardien.

Il égratigne très gentiment, dans un premier temps, le Président de la République en écrivant qu'il a pris un risque de recourir au référendum, alors qu'il aurait pu s'en tenir à la simple voie parlementaire, le projet insiste-t-il, serait

ainsi aujourd'hui adopté. Bravo Monsieur HUTIN, vous donnez là une curieuse leçon de démocratie pour un homme de presse.

Il s'en prend ensuite à ceux qui disent NON en les accusant de ne pas oser refuser l'Europe. Mais, Monsieur HUTIN, les raccourcis sont pour vous un peu faciles



dans vos démonstrations car ce n'est pas l'Europe que les communistes refusent comme vous voudriez nous le faire croire mais cette Europe là, libérale et inégalitaire.

Enfin, en citant au passage avec flatteries Jacques DELORS et Jean-Pierre RAFFARIN, le patron du plus grand quotidien français ne s'embarrasse pas de scrupules en terminant son papier par : Pour cela nous voterons OUI ! ... Et bien non Monsieur HUTIN, nous ne suivrons pas vos conseils mais nous connaissons maintenant avec assurance la ligne rédactionnelle de votre journal qui n'est pas seulement un quotidien d'information comme vous savez le dire, mais aussi un journal d'opinion.

## L'ARAC dit non

L'Association Républicaine des Anciens Combattants et victimes de guerre vient à son tour de rejoindre les rangs des opposées au projet de constitution européenne. Pour l'Association nationale, voter NON le 29 mai c'est stopper le gouvernement dans sa liquidation des acquis de la libération, c'est donner un coup d'arrêt à la casse des services publics et des grands dispositifs de solidarité sociale. En revanche, selon l'Association, dire OUI serait nous interdire de choisir un autre projet de société différent pour notre pays.

## De vous à moi...

GAYMARD s'en est, si l'on peut dire, retourné dans ses foyers sous la pression médiatique, Thierry BRETON, un autre fidèle du grand Jacques s'assoie dans le beau fauteuil de Bercy devenu inoccupé. Le tour est terminé.

Mais, à qui peut bien profiter le crime, quelle est la main ravageuse qui l'a commis ?

Je ne le sais pas, on ne le sera sans doute jamais ni vous ni moi, mais la question mérite quand même d'être posée car elle est dans beaucoup de têtes.

Je me souviens très bien que, dans l'effervescence de la prise de pouvoir de l'UMP par Nicolas SARKOZY, il y avait de l'eau dans le gaz quant au départ ou non de ce dernier du Ministère des Finances. Les sourires et les poignées de main entre le grand chef président et le volcanique ministre, étaient crispés et peu dissimulés. La succession étant imposée par le grand chef, qui avait décidé, sans retour possible, les poulains et prétendants se trouvaient alors très exposés.

Après, il ne s'agit peut-être que de banaux règlements de compte entre ceux qui pensent qu'ils peuvent devenir dès demain le grand chef, et ceux qui avaient les faveurs de l'actuel et qui sont tombés par terre un jour par un vilain croc en jambes d'un "petit copain".

Y.C.

**VITE LU  
VITE DIT**

A l'initiative de la Fédération du Parti Communiste, une rencontre publique sur les questions du logement se tiendra le lundi 11 avril à 18 heures à la cité des Dervalières à Nantes.

**Cette rencontre qui entre dans le cadre des initiatives nationales**

**Ensemble construisons nous même un programme pour changer vraiment la vie " se déroulera en présence de Bernard BIRSINGER, Membre du Comité exécutif du PCF, chargé des questions du logement et maire de Bobigny.**

## **Un mois de mobilisation.**

Le mois de mars est celui de l'expression revendicative. Les jeunes lycéens qui demandent le retrait de la loi FILLON le 8 mars, les salariés par dizaines de milliers dans les rues de Nantes et Saint-Nazaire deux jours après, exigent la prise en compte par le MEDEF et le gouvernement de leurs revendications sur l'emploi, le pouvoir d'achat, les 35 heures... Les retraités sont également descendus dans les rues à l'occasion de la réunion du Conseil d'administration de leurs caisses de retraites complémentaires.

## **Défense des services publics**

Manifestation à Blain le 12 mars à l'appel de l'Union locale CGT et d'élus locaux pour la défense des services publics sur la commune et particulièrement de la Poste et de la Trésorerie générale.

## **Région nazairienne : contrat régional**

### **Les élus communistes avaient travaillé les dossiers.**

Jeudi 3 mars Jacques AUXIETTE, se déplaçait dans la région de Saint-Nazaire pour signer un Contrat d'agglomération. Accompagné par les élus, il se rendait en début d'après midi à Pornic, puis à Trignac et à Saint-Nazaire pour visiter les sites subventionnés. Après Le Mans, la CARENE était ainsi le second territoire à voir ses projets retenus dans un contrat territorial unique. Cela lui permettra de bénéficier d'une aide régionale de 5,5 millions d'euros.

A Trignac, le Président de la Région visitait une maison de quartier qui a pour originalité d'accueillir et de proposer des



activités aux habitants de 7 à 77 ans. Guidé, tout au long de son périple, par Jean-Louis LE CORRE, Maire de la ville et Michèle PICAUD, Conseillère régionale, particulièrement passionnés et éloquentes sur le devenir du quartier de Certé après la démolition des tours et l'aménagement des espaces publics, il a pu apprécier la diversité des questions qui se posent dans des Pays de la Loire qui s'étendent

" du Croisic à Fontevraud ". A Saint-Nazaire, c'est le projet du Fanal, la poursuite des réalisations de Ville Port et la réhabilitation de la base sous-marine qui ont retenu l'attention de l'Assemblée régionale.

En fin d'après midi, le rendez-vous symbolique dans les locaux de la Communauté d'agglomération, permettait de préciser les objectifs de la nouvelle démarche régionale :

" Le Contrat territorial unique n'existait pas auparavant. Il supprime les quelque vingt cinq procédures qui étaient nécessaires pour obtenir les aides régionales. Il accompagne le dynamisme des territoires et leur donne les moyens de réaliser leurs projets et cela permet d'ouvrir la voie à une activité économique non délocalisable" devait souligner Jacques AUXIETTE en apposant sa signature au bas des documents.

Hubert DELAHAIE avait tenu à participer de bout en bout à une initiative qui prouvait que, " malgré les difficultés, la gauche pouvait se donner les moyens d'améliorer concrètement la vie quotidienne des habitants ". Le Conseiller régional de Brière conversant en fin de journée avec Marc JUSTY, faisait toutefois part au Maire de Saint-Joachim de ses craintes de voir le gouvernement, en quête d'économies, utiliser les Contrats régionaux comme autant d'opportunités pour continuer à se désengager.

## **Citoyens en colère**

Le service public de proximité remis en cause par la Direction de la Poste soulève un mouvement de protestation dans le vignoble nantais. La mise en application des directives inhé-



rentes au projet de loi relatif à la régulation des activités postales adopté par l'Assemblée nationale le 21 janvier 2005, suscite des interrogations de la part des usagers et des élus locaux. Toutes les communes du vignoble connaissent une expansion démographique. En conséquence, des

investissements importants ont été réalisés. Les directives de la Poste sont en contradiction avec cette dynamique. A l'initiative de la Cellule locale du Parti communiste, des comités pluralistes de défense créés lors des réunions publiques, sont en mouvement.

A La Regrippierre, une pétition contre la fermeture du bureau, a recueilli plus de 500 signatures et le Conseil municipal a demandé un moratoire avant de se prononcer sur la création d'une agence postale (solution rejetée par la population) envisagée par la Direction de la Poste.

A La Chapelle-Heulin, une pétition pour le remplacement non envisagé du receveur, commence à circuler. Un courrier faisant état de l'exigence de la population a été adressé à la Direction départementale de la Poste.

Les communistes du secteur entendent prolonger le débat en interpellant la classe politique siégeant en des lieux où se prennent les décisions.

## **Drôle de pilule**

Daniel AUGEREAU, PDG de Synergie et Conseiller régional UMP n'en finit pas avec ses démêlés judiciaires. Après une première décision qui l'obligeait à payer ses dettes envers l'URSSAF, le redressement aujourd'hui demandé, tourne autour de 500 000€. Certes, l'affaire n'est pas close puisque mise en délibéré mais elle fait pour le moins désordre dans le paysage. Monsieur AUGEREAU qui soutenait hier Jean-Pierre RAFFARIN dans son entreprise de démolition de la sécu, ferait mieux de payer d'abord ses dettes plutôt que vouloir faire payer encore plus les salariés.

## **Bacs de Loire gratuits**

L'annonce faite par le Président du Conseil général de rendre gratuite, la traversée de la Loire à Indre et au Pellerin est saluée positivement par un très grand nombre d'usagers. Nous avons en effet, par ce mode de passage d'une rive à l'autre du fleuve, la seule traversée payante sur notre département ce qui était en soit injuste et pénalisant notamment pour les habitants de ce secteur.

Gardons toutefois la tête froide sur cette annonce qui ne doit pas être un moyen pour ne pas engager ou pour retarder l'examen du dossier d'un nouveau franchissement de la Loire entre Nantes et Saint-Nazaire. Rappelons en effet que le Président du Conseil général avait annoncé que les difficultés de financement entraîneraient la réalisation à 20 ans ce qui avait, à l'époque, causé beaucoup de réactions.

## **PS : OUI ou dehors !**

En lançant leur campagne en faveur du OUI au référendum sur la constitution Giscard, la Fédération 44 du Parti Socialiste ne fait preuve d'aucune complaisance à l'égard de ceux qui ne sont pas du même avis qu'eux. C'est ainsi que les uns après les autres, Jean Marc AYRAULT, Alain GRALEPOIS, Jacques FLOCH en tête, ont appelé à exclure Henri EMMA-NUELLI et toutes celles et ceux qui s'engageraient publiquement en faveur du NON.

Du côté des opposants au traité constitutionnel, qui sont nombreux dans le département au sein du Parti Socialiste, parmi lesquels des jeunes, des salariés, des militants associatifs et syndicaux, de plus en plus de voix s'élèvent pour ne pas rester silencieux dans une période aussi importante pour l'avenir. Les quelque 90 jours qui nous séparent du référendum risquent d'être chauds.

## LOGEMENT

### Donner force de loi au droit au logement



"Tous les acteurs s'accordent pour dénoncer une crise du logement profonde qui concerne désormais des couches de plus en plus importantes de la population." Cette phrase extraite du rapport du Conseil économique et social sur l'accès au logement, caractérise bien la situation que nous vivons en début de 21ème siècle dans notre pays.

3 millions de personnes sont mal logées ou non logées. Pour des centaines de milliers de familles et d'enfants, ce sont des conditions de logements inhumaines, inconfortables, insalubres.

Actuellement, au plan départemental, la liste d'inscription dite "unique" contient "30236 demandes en cours." Pour des milliers de salariés c'est l'impos-

sibilité de se loger près de leur travail, dans les centres villes, en raison de la hausse galopante

#### Tout est soumis à la loi du marché

des loyers, de l'implantation et de la construction sociale inégalitaire selon les territoires. La sélection se fait par l'argent dans le privé en raison du coût des

loyers, dans le public en raison des plafonds de ressources.

Le droit à un logement : un rêve inaccessible pour la majorité de nos concitoyens. Le Ministre BORLOO "surfant" sur cette légitime aspiration, promet des pavillons à 100.000€. Comment y arriver ? Faire payer les terrains par les communes ? Réduire la qualité des matériaux ? Avec quels prêts, quels remboursements ?

Face à cette situation, les députés communistes viennent de déposer un projet de loi à l'Assemblée nationale. C'est le niveau pertinent pour engager une politique nouvelle.

L'ampleur et la profondeur de la crise actuelle appellent la mise en œuvre, à haut niveau, d'un engagement national et soli-

daire, de choix politiques et financiers permettant la concrétisation d'un véritable droit au logement, garanti et protégé pour chacune et chacun des citoyens de ce pays. Or, avec la politique ultra-libérale, les dispositions solidaires de la loi SRU sur les 20% de logements sociaux dans toutes les communes ont été rendues inefficaces. Tout est soumis à la loi du marché.

A la marchandisation du logement, il faut opposer une véritable sécurité sociale du logement.

#### Quelques extraits du projet de loi déposé par le groupe communiste et républicain

Article 1er : Il est créé un service public du logement relevant de la responsabilité publique

nationale, chargé de la mise en œuvre du droit au logement pour tous, sans conditions de ressources, et aux missions duquel concourent l'état, les collectivités territoriales aux différents échelons de compétence territoriale et les organismes... de la construction et de l'habitation...

Article 6 : ... Les pénalités prévues par la loi SRU (solidarité et renouvellement urbain) sont multipliées par trois en cas de non-respect de l'objectif de construction de 20% de logements.

(Le projet intégral peut vous être adressé sur simple demande à ADECR, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES)

M.L.

Claude CONSTANT

#### A Nantes, il faut aussi des logements de qualité

Tout le monde connaît les difficultés insupportables que rencontrent les gens, en particulier les plus modestes, pour se loger. Ce constat vaut au plan national, et évidemment dans l'agglomération nantaise. Dans cette dernière, ce sont 20 000 demandes en instance dont la moitié sur Nantes, pour une offre d'environ 2 500 logements/an. Le désengagement de l'état entraîne des conséquences néfastes :  
Σ Tout d'abord, les logements sociaux neufs

n'ont plus guère de "social" que le nom. En effet le coût d'un loyer pour un T3 hors charge, s'élève en moyenne à environ 400 euros. Ensuite, cela oblige les différents bailleurs à pratiquer des hausses de loyers supérieures à l'inflation. Pour une inflation à 1,6%, les loyers seront augmentés de 2,6% en moyenne cette année. Les réhabilitations si nécessaires pour le patrimoine nantais, s'accompagnent toujours de hausses pour les locataires, même si 60% d'entre eux bénéficient de l'APL qui couvre pour partie ces hausses, cela étant pour 40% de la population, cette augmentation est prise en totalité. Certes, les difficultés sont réelles pour gérer entre autre le patrimoine de Nantes-Habitat, cela nécessite de la rigueur, cela rend d'autant plus incompréhensible le choix d'attribuer du logement social, certes pour une durée limitée, à une banque.

Enfin, il faut aussi rappeler que la Communauté urbaine de Nantes est amenée, pour suppléer les carences de l'état, à doubler son budget logement, ce qui ne va sans difficultés pour assurer les autres responsabilités de cette dernière. On voit bien, à travers ces quelques éléments, qu'il y a nécessité d'une toute autre politique du logement dans ce pays, avec des moyens et une structure publique pour gérer le logement.



#### Ils ont dit :



#### Henri MOYSAN, locataire aux Dervallières

Aux Dervallières, que je connais bien et où je demeure depuis les années 60, il y a certainement des choses critiquables sur la façon dont a été construite la cité mais nous ne pouvons pas tout mettre sur le dos de l'urbanisme de l'époque. Aucun patrimoine fut-il de qualité ne peut sortir indemne après avoir été délaissé pendant des dizaines d'années.

Je prendrais l'exemple d'une réhabilitation d'une partie du quartier (368 logements) qui devait être exécutée en 2003 puis repoussée en 2005 et qui, je viens de l'apprendre, est différée une nouvelle fois favorisant

ainsi la vétusté des appartements. D'autre part, qui paie les réhabilitations ? Ceux qui ont payé leurs loyers durant toute leur vie... sur ces questions de financement nos gouvernants devraient faire preuve de beaucoup plus de pudeur et éviter des effets d'annonce en utilisant le mot "social", pas toujours à bon escient.

#### Guy BERNARD, militant associatif, pour la défense des usagers du logement et de l'habitat.

Malgré les annonces du gouvernement, jamais le mal logement n'a été aussi grave, l'analyse de la C N L, et le rapport de la Fondation Abbé Pierre le confirment. Les attaques n'ont jamais été aussi brutales, accentuant toujours plus de difficultés pour les familles.

Les résultats se font sentir chaque jour : insuffisance de construction sociale, plus de 10 000 sans logis ou mal logés, 30 000 demandes en souffrance en Loire-Atlantique), accentuation de la pauvreté, de la précarité, augmentation du surpeuplement, et de l'hébergement. La prétendue cohésion sociale de BORLOO, n'est en fait que la mise en œuvre d'insécurité sociale d'exclusion et de paupérisation. Avec la fin de la trêve hivernale au 15 mars et la reprise des expulsions, c'est encore une fois les faibles aux revenus modestes qui seront frappés.

Cette situation est inacceptable ! Chaque famille doit avoir un logement pour vivre dignement !

Nous devons tous être les diffuseurs du refus de l'injustice sociale et nous battre pour le Droit au Logement pour Tous, dans un Service Public National du Logement.

## Prenons note...

### Directive Bolkestein

L'échéance fixée par la commission pour la première lecture au Parlement européen restait juin 2005.

Dans ce contexte, la mobilisation Stop Bolkestein reste, plus que jamais, d'actualité !

[www.stopbolkestein.org](http://www.stopbolkestein.org)

En marge du Conseil européen du Printemps, une grande mobilisation avec syndicats, associations et mouvements sociaux sera organisée à Bruxelles le samedi 19 mars.

### Les Français et l'argent public

Dans un sondage TNS-Sofres réalisé les 26 et 27 janvier 2005 pour "Lire la politique", 67% des sondés estiment que l'Etat gère mal ou très mal son budget.

Leurs priorités pour l'utilisation des impôts sont : la santé : 63,1% ; l'emploi : 60,2% ; l'éducation nationale et la recherche : 53,3% ; la politique sociale et de solidarité : 27,4% ; la protection de l'environnement : 24,5%, viennent ensuite : la Justice : 14,6% ; l'action économique : 11,7% ; la Police : 8,8% ; les transports et l'aménagement du territoire 7,9% ; la défense du pays : 6,10%...

### Immigration

M. DE VILLEPIN, interrogé fin février sur France Inter, affirmait : "A Roissy, il y avait 500 demandes d'admission, il y en a moins de 100. En matière de reconduites, il y a augmentation, même si ce n'est pas suffisant."

Alors que l'Espagne s'apprête à régulariser quelques 800 000 sans-papiers, en France, il relance les expulsions. Plus 40% en 2004, (12 000) et 20 000 expulsions programmées en 2005.

### Un enfant sur douze

**Un enfant sur douze dans le monde, travaille dans les pires conditions.**

Pour éradiquer les pires formes d'exploitation d'enfants, l'UNICEF demande que des mesures immédiates soient prises pour s'attaquer au problème de la pauvreté des enfants par une meilleure aide internationale.

Un milliard d'enfants dans le monde vit toujours dans la pauvreté et ceci est inacceptable.

### Aide Internationale

Il y a plus de 30 ans, les pays les plus riches s'engageaient à donner 0,7% de leur PNB à l'aide internationale, mais aujourd'hui, il n'y a plus que 5 pays - le Danemark, la Norvège, les Pays Bas, le Luxembourg et la Suède - qui ont tenu leur promesse.

### ROMS

Environ 40% des Roms de Roumanie et en Bulgarie vivent avec moins de 2,15 dollars par jour. Le taux de pauvreté des Roms reste 4 à 10 fois plus élevé que celui du reste de la population en Bulgarie, Hongrie, et Roumanie.

### Propos scandaleux.

Dans son 4ème livre de souvenirs, intitulé "Mémoire et identité", Jean-Paul II publie une réflexion personnelle sur les "idéologies du Mal" que sont pour lui "l'avortement, le nazisme et le communisme". Dans un amalgame scandaleux, il condamne à nouveau l'avortement et les unions homosexuelles.

### Un port fort au service de la région

Réuni le 3 mars à Nantes, l'ensemble des syndicats CGT, dockers, personnels du port, lamaneurs, marins, officiers de port, employés des phares et balises, des remorqueurs, des affaires maritimes, tout le monde est d'accord : parce qu'il est un élément



essentiel de l'activité économique de la région, le port doit absolument continuer à se développer. Il y a lieu de le réaffirmer haut et fort au moment où beaucoup de choses semblent remises en cause.

Lancer Donges-Est, réaliser l'autoroute de la mer entre Bilbao et Montoir, prévoir un cinquième quai pour palier à la fermeture du quai Wilson et un terminal dédié à la ferraille à Cheviré, allonger le terminal agro-alimentaire, construire un cinquième quai et des entrepôts au terminal à conteneurs à Montoir, rénover les formes de radoub, c'est autant de projets indispensables au développement du port. La CGT demande une drague pour le secteur nantais mais aussi une amélioration de la desserte terrestre avec le passage à 2 fois 3 voies de la RN 165 entre Nantes et Saint-Nazaire, à 2 fois 2 voies les liaisons Montoir/Redon, Montoir/Laval, l'élargissement du CD 100 reliant le port à la RN165, la réalisation d'un 3ème franchissement de la Loire à hauteur de Savenay, le développement du fret ferroviaire.

L'ensemble de travailleurs portuaires s'oppose aux différentes directives européennes (Bolkestein, libéralisation des services portuaires...) ainsi qu'à la mise en place du RIF. Toutes ces dispositions visent à remettre en cause l'emploi des travailleurs portuaires et maritimes.

Les moyens en hommes et en matériel doivent aussi être mis en œuvre pour assurer la sûreté et la sécurité des hommes et des marchandises dans l'estuaire. Les conditions de travail, l'emploi à statut et les salaires doivent être au cœur du développement portuaire.

J-C H

### Chercheurs : soyez compétitifs !

Les réductions budgétaires, l'Espace Européen de la Recherche et la régionalisation sont trois faces d'une même politique de démantèlement de la recherche publique. Depuis la fin 2002, un budget de restriction est imposé à la recherche.

Le modèle anglo-américain où la recherche est effectuée dans les universités par quelques permanents dirigeant les travaux de personnels précaires, financés sur contrats par des agences de moyens, deviendrait la norme

pour être réactif, productif et compétitif. En 2004, le monde de la recherche en France a exprimé son opposition à cette vision du développement des connaissances.

Aujourd'hui, le gouvernement Raffarin, sourd aux exigences qui s'expriment, tente de mettre en place des Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur permettant des embauches locales hors statuts, la compétition entre régions.

Refusant l'utilisation à court terme de la recherche pour engraisser quelques grandes entreprises, la colère gronde à nouveau dans les laboratoires.

### Chantelle habille les femmes du monde ! Mais déshabille l'emploi.

Comme chaque année, le 8 mars, les "filles" de chez Chantelle avec la CGT appellent à un rassemblement, hier sur l'ancien site de Saint-Herblain, aujourd'hui à Couëron. Ce rendez-vous de 2005 était organisé pour sauver l'emploi sur le site.

" 1994, 2005 : 10 ans après, nous sommes de nouveau mobilisées.

preuve de responsabilité. Depuis 10 ans, nous nous sommes investies dans le développement du site couëronnais. C'est par notre travail que nous contribuons, pour la part qui nous revient, au rayonnement de la marque Chantelle."

Dans un document intitulé " Les entreprises dans la mondialisation



Nous engageons l'action pour la défense du site Chantelle à Couëron et la garantie de nos emplois " : affirmait Annie GUYOMARCH. Elle poursuit : " En 1994, ils avaient décidé de rayer Chantelle de la carte du département. Après 11 mois de lutte, nous avons imposé le maintien du site à Couëron. En 2005, ils veulent renouveler l'opération fermeture ! Nous l'affirmons, ce 8 mars, nous ne sommes pas résignées... Depuis 10 ans, nous avons su faire

", nous pouvons lire, argumente encore Annie, que Chantelle a créé 2600 emplois. Où sont-ils, ces emplois ? En Tunisie, au Maroc, en Hongrie, en Pologne, en Asie. Je vous laisse imaginer le niveau des salaires, les conditions de travail ou encore le contenu des statuts. Dans ce contexte national et mondial sommes-nous démunis ? Nous répondons : NON ! Existe-t-il des solutions alternatives : nous répondons OUI ! "

### Les cheminotes et cheminots se battent pour les effectifs.

Depuis la rentrée 2004, la CGT, SUD Rail, FO alertent la direction sur des problèmes d'effectif à l'EEX sur le site de Nantes. Cette situation, guère brillante jusqu'alors, s'est brutalement aggravée début janvier 2005 :

- Manque d'agents commerciaux aux guichets, comblé par le personnel d'un autre chantier,
- Emploi de CDD pour palier aux manques à l'accueil Escale,
- Postes non tenus...
- Conditions de travail intolérables.

Afin de se faire entendre de la Direction, les cheminots décident en AG de déposer un préavis de grève de 59min, le vendredi, reconductible.

Les 4 premiers vendredis d'action ont poussé la direction à trouver des solutions : autorisation de 5 embauches et arrivée de mutations reconversions, formation de 11 agents. Quatre vendredis plus tard, nouvelles avancées : une embauche d'un agent de manœuvre, passage définitif d'un agent à temps partiel en temps complet.

Devant l'insistance des cheminots résolus à ne pas baisser les bras, la direction a présenté, début mars, un calendrier des prévisions de retour à la normale (mouvements de personnel) par filière et par UO.

Après 9 semaines d'action et 59 min de grève, chaque vendredi, les cheminots en AG décident de suspendre le mouvement, mais resteront très vigilants quant à l'application du calendrier proposé.

JG

# Événements, culture, idées.

## L'antiracisme : valeurs indéniables du communisme



Dans un texte rendu public le 25 février 2005, le PCF rappelle que " le combat pour éradiquer l'antisémitisme, le racisme, la xénophobie, pour l'égalité, la liberté, l'égalité de tous les êtres humains est constitutif du communisme. "

### Travail de mémoire

Alors que les déclarations inquiétantes rivalisent avec les appels douteux, le Parti communiste ne pouvait rester muet. D'abord parce que la recrudescence d'actes odieux ne peut qu'alarmer. Parce qu'aussi les valeurs du communisme, avec leur objectif d'émancipation humaine, ont toujours intégré le combat antiraciste.

Mais il convient désormais de prendre en compte des réalités historiques non assumées. " Notre peuple ne fait qu'engager aujourd'hui un retour douloureux sur la responsabilité nationale dans la persécution et la déportation des juifs de France ", souligne par exemple le texte. Il faut faire remonter bien en amont, le travail historique de mémoire. " Jusqu'à aujourd'hui, encore, aucun gouvernement français ne s'est décidé à aborder la question de la responsabilité de la France dans les abominations de la traite des Noirs, de l'esclavage et de la colonisation. "

### La politique du capitalisme

Un manque de courage à l'égard du passé qui va de pair avec " la politique d'immigration lâche et irresponsable " qui est menée. " La République tolère, voire organise les conditions insupportables dans lesquelles elle accueille depuis plusieurs décennies des centaines de milliers de femmes et d'hommes originaires des pays du Maghreb et d'Afrique noire : exploitation forcée, mépris, discriminations, déni de citoyenneté, droit de vote parfois promis sans jamais être accordé. Ainsi, depuis des années, les forces qui soutiennent le capitalisme poussent à ce que la figure de "l'immigré

qui stigmatise les populations les plus fragilisées. Dans un contexte international tendu, vécu difficilement par ceux qui se sentent bafoués dans leurs racines.

### Se mobiliser

En conséquence, le PCF considère qu' " il est urgent de se mobiliser " en combattant sans complaisance tous les amalgames et l'extrême droite ; en poursuivant le travail de mémoire, en réprimant les actes racistes et antisémites ; en défendant la laïcité face à l'instrumentalisation politique des religions ; en affirmant le principe d'égalité des résidents français et étrangers ; en gagnant une paix juste et durable au Proche-Orient comme, de façon plus générale, en luttant pour un autre monde.

**Aucun gouvernement n'a abordé la responsabilité de la France sur la traite des noirs, l'esclavage ou la colonisation**

soit plus que jamais celle d'un "autre" inquiétant et dangereux, attirant les craintes et les haines et justifiant les discriminations et comportements racistes ". Une situation exacerbée " par une politique de régression sociale et démocratique sans équivalent depuis cinquante ans ", avec une conception sécuritaire et répressive de la société

" Baisser la garde face à ce devoir, c'est compromettre le communisme lui-même, comme on l'a vu au temps du stalinisme ", met en garde la direction du PCF, pour qui " la solidarité avec les peuples en lutte pour leur dignité au-delà de nos frontières et la solidarité entre tous les exploités en France, Français ou immigrés, font partie des constantes de l'histoire du Parti communiste ".

## Coup de cœur

### Intellectuels communistes La nouvelle critique (1967 - 1980)

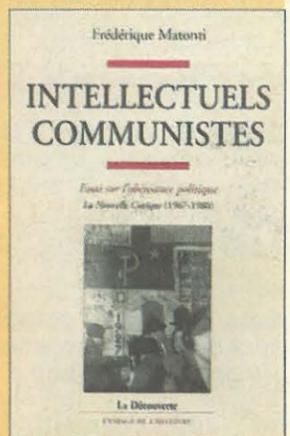
Avec cette histoire de la revue communiste " La Nouvelle Critique ", Frédérique MATONTI, professeure de sciences politiques à la Sorbonne - après l'avoir été à Nantes - propose une mise en perspective extrêmement riche, une galerie saisissante de portraits des protagonistes que les anciens lecteurs de la revue retrouveront avec grand intérêt.

Le fil conducteur du livre consiste à prendre cette revue comme un observatoire. A travers les textes, les archives et des entretiens multiples, il montre, de manière fouillée, comment cette revue est née orthodoxe pendant la guerre froide. Puis, renouée en 1967, elle soutient les dirigeants communistes en mai 68, avant de s'acheminer vers une contestation qui s'affirme au moment de la rupture du programme commun en 1977. Elle disparaît en 1980, pour raisons économiques, mais aussi parce qu'elle était devenue un peu trop " critique ", estime l'auteure.

Chemin faisant, elle décrypte méticuleusement les polémiques et les affrontements (Althusser versus Garaudy), ainsi que des moments marquants de l'évolution des rapports du PCF avec " ses " intellectuels, comme le Comité central d'Argenteuil de mars 1966.

Ce livre, en éclairant la question même de " l'obéissance politique ", vise à combler un manque en examinant " les mécanismes complexes de l'adhésion politique, les rapports multiples que les intellectuels et les artistes communistes entretiennent avec leur Parti, les manières diverses dont leur rapport à l'autorité se matérialise dans leurs œuvres et leurs textes théoriques ". Des pistes que l'on suit bien volontiers, en appréciant constamment les grandes qualités et tout l'intérêt de l'ouvrage.

Editions La Découverte, 2005, 416 pages, 34,50€.



## Une lecture salutaire

La question coloniale dans l'Humanité (1904-2004)

Choix d'articles et appareil critique par Alain RUSCIO  
A paraître le 24 mars 2005.  
Ed La Dispute. 608 pages 30€



Ce livre trace en 350 articles et illustrations choisis au fil de l'histoire du journal et présentés par l'historien Alain RUSCIO, le portrait noir du colonialisme français - entreprise de domination, grand fauteur de guerre et de " sous-développement ". Il restitue la continuité et la détermination d'un engagement qui, s'il connut parfois des faiblesses, n'en est pas moins sans équivalent dans la presse française et valut au journal des collaborations des plus prestigieuses. C'est un pan de l'histoire politique et intellectuelle de la France qui est ainsi restitué.

En souscription au prix de 25€ (franco de port) auprès de : La Dispute Editeurs, 109 rue Orfila 75020 PARIS Tél. : 01.43.61.99.84.

## Lire

### La démocratie participative

" Le cas nantais " par Mathias LE GALIC  
2004 Ed. L'Harmattan, Coll. Questions contemporaines, 222 pages, 21€

Depuis quelques années, sur le modèle brésilien de Porto Alegre, la " démocratie participative " est dans l'air du temps et Nantes n'est pas restée à l'écart d'un tel engouement. Ainsi la municipalité a-t-elle voulu créer la possibilité théorique pour chacun



de faire entendre sa voix.

Mais, en ce domaine encore moins qu'en d'autres, les envolées lyriques de la communication politique ne peuvent occulter une réalité infiniment plus prosaïque. Il était donc particulièrement intéressant

de se rendre sur le terrain, comme l'a fait M. LE GALIC, dans les commissions et les quartiers, pour observer et écouter les acteurs de ces méthodes participatives " à la nantaise ". Avec l'objectif de tracer un panorama précis des dispositifs, de leurs missions et d'en évaluer la mise en œuvre.

Or, il apparaît que l'une des principales faiblesses du système est de partir de ce postulat qui veut que tout quartier urbain constituerait une " communauté de quartier homogène et solidaire ". Il n'en est à l'évidence, rien. Avec un taux de participation très faible, de 1 à 2 % seulement des habi-

tants, le dispositif a cependant ses surréprésentés : élus, cadres municipaux, citoyens au fort capital social, tout comme par ailleurs, ses grands absents : couches populaires, chômeurs, Rmistes, jeunes. A tel point que cette " offre de participation qui vise pourtant au vivre ensemble, est à l'origine d'une nouvelle forme de sélection sociale ".

Au-delà des déclarations d'intention, force est donc de constater avec l'auteur, que les réalités de la " démocratie participative à la nantaise " restent encore singulièrement éloignées de leurs promesses initiales.

## ■ PAYS DE LA LOIRE : L'apport original des élus communistes

La nouvelle majorité est en place depuis maintenant un an. Elle compte 8 élus communistes. Alors que la fiscalité des Régions fait la Une de l'actualité, que le débat s'envenime autour de la décentralisation RAFFARIN, au moment où sont lancées des Assises régionales qui vont approfondir et préciser, avec les ligériens, les orientations et les choix des Pays de la Loire pour les cinq prochaines années, NLA a rencontré Philippe DENIS, Président du groupe, Gilles BONTEMPS, Hubert DELAHAIE et Michèle PICAUD, Conseillers régionaux de Loire-Atlantique. Ils font le point de l'année écoulée, se tournent vers l'avenir et nous proposent de réfléchir à l'originalité de l'apport communiste dans la majorité de gauche de la région.



**NLA : un an après, on a envie de vous demander, qu'avez-vous fait ? Qu'est ce qui a changé avec la nouvelle majorité ?**

**Philippe DENIS :** s'il y a des choses qui ont déjà changé, c'est avec le vote du premier budget de la nouvelle majorité que nous entrons dans le vif du sujet. Dès juin 2004, d'importantes décisions ont été prises marquant la volonté d'une gestion plus sociale et plus solidaire de la Région et le souhait de tenir, sans attendre, les engagements électoraux. La gratuité des livres scolaires pour les lycéens a commencé à s'appliquer dès la rentrée de septembre, par exemple. Le budget 2005 poursuit et amplifie cet effort qui représente 150 euros par jeune scolarisé et nous allons prendre en charge une partie de l'équipement obligatoire des apprentis. Parce que c'est à 18 ans qu'on a envie d'apprendre à conduire et que cela coûte très cher, nous avons supprimé la taxe sur les permis de conduire ce qui représente une aide de 43 euros.

En matière de recettes, puisque la droite met la fiscalité des régions sur la sellette, je voudrais souligner que nous avons insisté pour que l'effort soit d'abord supporté par les grandes entreprises. **Les cris poussés par le MEDEF des Pays de la Loire, prouvent que nous avons été entendus.** En 2005, chaque habitant paiera en moyenne 6 euros supplémentaires au titre de la Région sur sa feuille d'impôts locaux.

**Hubert DELAHAIE :** Il faut savoir, même si cela ne peut servir d'excuse, que notre marge de manœuvre est limitée. D'abord, parce que les 2/3 des ressources régionales dépendent de dotations de l'Etat. C'est pourquoi les élus communistes mènent actuellement une bataille pour que s'engage, dans toutes les Régions, le débat autour d'une réforme pour une meilleure justice fiscale. Cette proposition est relayée au niveau national par les sénateurs communistes qui viennent de déposer une proposition de loi allant dans ce sens. Ensuite, parce que, quoi qu'en disent RAFFARIN et ses divers ministres des Finances, parce que nous sommes confrontés à de nombreux transferts de compétences sans que les moyens suivent. Ainsi, en attendant les personnels et techniciens de l'Education nationale qui nous seront transférés en 2006, la formation des personnels paramédicaux (infirmières, aides soignantes...) sera, dès septembre 2005, de notre compétence. Si nous n'avions pas versé, au début de l'année, les bourses aux élèves qui en avaient besoin, ils seraient aujourd'hui sans

le sou, le ministère ayant suspendu ses versements ! Cela dit, nous avons demandé et obtenu que l'on n'anticipe pas en 2005 les transferts de charges qui n'interviendront qu'en 2006.

**Michèle PICAUD :** Je voudrais prendre un exemple concret de ce qui a changé dans les relations entre les communes, les intercommunalités et la Région. Le 3 mars dernier, Jacques AUXIETTE signait avec la Communauté d'agglomération de Saint-Nazaire, le deuxième contrat territorial unique (le premier avait été signé quelques jours plus tôt au Mans). Avec ce contrat qui supprime les quelques 25 procédures qui étaient auparavant nécessaires pour qu'un projet soit subventionné, la Région ne dit plus aux communes ce qu'elles doivent faire pour pouvoir recevoir de l'argent mais elle accompagne les projets une fois qu'ils sont finalisés. C'est le cas pour ville Port ou le Fanal à Saint-Nazaire, pour la rénovation du quartier de Certé à Trignac par exemple. Les projets qui ont été étudiés et proposés par la CARENE bénéficieront d'une subvention de 5,5 millions d'euros.

**Gilles BONTEMPS :** Nous avons des propositions qui marqueraient si elles étaient retenues de vraies ruptures avec ce que faisait la droite lors du précédent mandat. C'est pourquoi nous comptons bien les faire avancer. Par exemple, la Région a donné, l'an passé, 102 millions d'euros d'aides diverses



aux entreprises pour développer l'emploi, elle a versé 358 millions pour la formation professionnelle, il est nécessaire que sachions précisément à quoi ont servi ces fonds publics, que nous puissions évaluer les résultats obtenus. **Nous proposons donc la création d'une commission de contrôle de l'utilisation des fonds publics régionaux**

**NLA : La Région, c'est une assemblée vécue comme étant loin des gens, n'y a-t-il pas urgence à rapprocher votre Assemblée des citoyens ?**

**Philippe DENIS :** Vous avez raison, la démocratie participative ça ne se décrète pas, ça

se pratique. C'est pourquoi nous prenons toute notre place dans les Assises régionales que le Président a décidé de tenir à l'automne prochain. Elles ont pour objectif, maintenant que nous maîtrisons mieux l'existant, d'établir des priorités, **d'approfondir et de préciser dans des débats citoyens ouverts à toutes celles et tous ceux qui le souhaitent, les engagements pris lors de la campagne électorale qui devront être tenus.** Précédées par des dizaines de commissions préparatoires, 32 rencontres publiques vont être organisées sur des thèmes qui structurent notre vie quotidienne comme la santé, le logement, l'éducation, les transports, les énergies, l'estuaire... pour n'en citer que quelques uns, des Assises régionales se tiendront les 23 et 24 septembre prochains, Cité des Congrès à Nantes. Ces Assises feront la synthèse de toutes les confrontations d'idées et de projets et permettront d'arrêter les priorités des Pays de la Loire d'ici 2010.

**Gilles BONTEMPS :** Au delà des Assises, je crois qu'il est important de préciser que, pour leur part, les élus communistes ont organisé une première rencontre citoyenne à Nantes le 22 janvier 2005. Devant le succès de cette initiative, nous avons décidé de poursuivre. Notre prochaine rencontre traitera de l'apprentissage et de l'éducation. D'autre part, il faut souligner que, dans le domaine des transports, domaine dont les élus communistes ont la responsabilité, des comités de ligne vont se mettre en place rassemblant les associations d'usagers, les syndicats, la SNCF et les élus locaux. Un premier comité vient d'être lancé concernant les transports en train sur les lignes Nantes/Pornic et Nantes/Saint-Gilles, les transports en car sur Nantes/Noirmoutier et Nantes/Saint-Jean-de-Monts. 11 autres comités devraient progressivement être installés.



## AUJOURD'HUI

## ET DEMAIN



Précédant les Assises régionales qui auront lieu les 23 et 24 septembre à Nantes (voir page 7), 9 débats publics seront organisés dans notre département :

**La prévention et l'éducation à la santé :** 17 mai - Saint-Nazaire - Maison du Peuple

**La démocratie participative :** 26 mai - Châteaubriant

**Les Tic au service des citoyens :** dans la semaine du 4 avril - Savenay

**Economie sociale et solidaire :** 19 mai - Saint-Herblain

**Façade Maritime :** 8 juin - Baie de Bourgneuf

**Energies :** 10 mai - Nantes Sud

**Le logement :** 17 mai - Saint-Sébastien

**L'estuaire :** 11 mai - Bouguenais

**La ressource littorale :** 10 mai - Pornic

## ■ LES TRI YANN À LA FÊTE.



La préparation de la Fête des Nouvelles 2005, bat son plein. Après l'annonce pour la partie politique de la venue de Marie-George BUFFET, Secrétaire nationale du Parti Communiste Français, qui animera un grand rassemblement du NON à la Constitution européenne, c'est maintenant à la partie spectacle de se dévoiler.

Les Tri Yann seront en concert le dimanche. Ce groupe légendaire connaît une magnifique carrière nationale et internationale. Les diverses interprétations de musiques d'antan et bretonnes, qu'ils interprètent, sont appréciées d'un très large public qui pourra dans le cadre de la Fête des Nouvelles des 14 et 15 mai prochains, retrouver. Une bonne nouvelle qui doit en annoncer de futures.

## ■ «LE VRAI DÉBAT PLURALISTE»

A quel saint se vouer à droite ? C'est la question que l'on se pose à l'annonce faite par le maire de droite de Vertou, Laurent DEJOIE, d'organiser un débat à droite sur le thème " parlons Europe ".

Certes, dans cette période, les débats, vont se succéder sur le sujet de la Constitution européenne mais dans ce cas de figure, la question est le sens de cette manifestation qui va réunir autour de la même table, Roselyne BACHELOT fervente défenseur du OUI élyséen et Bruno RETAILLEAU fervent défenseur d'un NON souverainiste de DE VILLIERS.

Sauf entendre la droite parler de défendre les " valeurs " très libérales qu'elle porte, ce débat a vraiment toute chance d'embrouiller les esprits plutôt que de les éclaircir.

## ■ NUMÉRO SPÉCIAL DES NOUVELLES

Le prochain numéro des Nouvelles du jeudi 31 mars comprendra un supplément de 8 pages, consacré à la Constitution européenne avec des analyses, la participation de responsables syndicaux, politiques et associatifs de notre département qui donneront leur point de vue sur des questions qui traitent du quotidien.

Ce numéro abordera des raisons du NON à la constitution vues sous l'angle social et économique en Loire-Atlantique.

Que signifie le projet GISCARD pour nos services publics, pour l'école, la Poste ou encore l'EDF, pour les principales activités économiques : les Chantiers navals, l'Aérospatiale ou le Port autonome.

Que pensent les salariées de Chantelle qui luttent contre la délocalisation de leur entreprise, ou encore les jeunes ?

Un dossier qui argumente pour le NON au projet de constitution européenne de GISCARD.

## ■ LE TON MONTE AUX CHANTIERS

Vives et légitimes réactions du syndicat CGT des Chantiers de Saint-Nazaire suite à l'agression verbale de leur patron qui accuse le syndicat et les salariés d'avoir manifesté le jour d'une visite d'un armateur venu discuter d'un projet.

Le syndicat remet les choses à leur place et rappelle que la direction n'a enregistré que deux commandes depuis 2001 portant ainsi la responsabilité de la situation actuelle de la charge de travail. La CGT constate également que les salariés sont en lutte depuis maintenant 3 semaines et c'est à ce moment, comme par hasard, que Patrick BOISSIER choisit de les attaquer de front. Qui veut réduire l'activité par deux quand on voit les marchés de la construction navale exploser ? Qui veut réduire les coûts de 15% ? Qui s'attaque au statut des personnels, aux salaires, à l'organisation du travail ? Si ce n'est la direction, déclare la CGT.

de l'information départementale.

## Où trouver les Nouvelles ?

C'est la question que nous pose Bernard qui, recevant les Nouvelles, souhaiterait un élargissement du lectorat à des personnes nous dit il qui serait mécontentes d'avoir cette lecture tous les quinze jours. Je ne sais pas comment m'y prendre pour qu'il reçoive eux aussi les Nouvelles.

**Réponse :** Le journal n'est pas en vente dans les kiosques et marchands de journaux. Sa diffusion se fait exclusivement par envoi postal au domicile des lecteurs. Le journal est envoyé aux adhérents du Parti Communiste et à de nombreux autres personnes qui, soit ont à un moment manifesté le désir de le recevoir, soit, par leur fonction d'élu, de responsable d'association, de syndicats ou personnalité le reçoivent à ce titre.

## « Nouvelles de Loire Atlantique »

Gérant : CHENEAU Yannick  
Commission paritaire : N°52987  
Imprimerie : IMPRAM Lannion  
Composition SEM Locminé  
Responsable de la rédaction : Yannick Chéneau  
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes  
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 35 40 55  
e-mail : nouvelles-loire-atlantique@laposte.net  
Ce numéro des Nouvelles de Loire Atlantique a été réalisé avec le concours :  
BENÂTRE Marie-Annick  
CHENEAU Yannick  
DEJEU Michel  
LUCAS Michel  
MARTEL Jean-Paul  
MARTIN Jean-Yves  
SEASSAU Aymeric  
VINCE Yann



## Vite lu...

## ■ LES ALLIANCES DU OUI

Les va et vient entre l'Espagne et la France n'en finissent vraiment pas. Après les visites dans la péninsule ibérique de HOLLANDE et CHIRAC pour aider au OUI des Espagnols, c'est maintenant au chef du gouvernement espagnol d'accepter l'invitation de Jean-Louis DEBRAY, le Président UMP de l'Assemblée nationale, pour clamer les mérites du projet constitutionnel de GISCARD. Sur les bancs de la droite comme sur ceux des socialistes, c'est quasiment l'extase. C'est à celui qui gesticulera le plus entre député de droite et socialiste, tous deux, compères sur le coup et sur la même longueur d'onde.

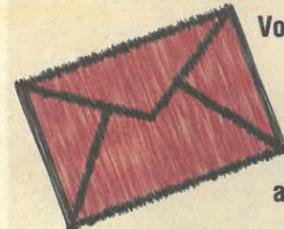
Chacun, pour s'accorder les faveurs des micros et caméras de l'Assemblée, relayées le soir au 20 heures, essaye de trouver une petite nuance qui n'existe pas, à tel point que le pourtant expérimenté Jean-Marc AYRAULT de surcroît Président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, s'emballa et dérape. Il salue en José Luis Rodriguez ZAPATERO le Président du Parti socialiste ouvrier espagnol, qui ne peut accepter le titre dans cet endroit, à cet instant pour ne pas déplaire à ceux qui l'avait invité, c'est à dire la droite.

Plus les jours passent et plus il est décidément difficile de faire la différence entre un OUI de droite et un OUI socialiste, et cela même quand on est très en vue à l'Assemblée nationale... ne trouvez-vous pas ?

Bien évidemment, les Nouvelles de Loire Atlantique n'ont pas vocation à être à diffusion réduite au contraire. La fédération de Loire Atlantique qui est l'éditeur des Nouvelles souhaite l'élargissement du lectorat. Elle a déjà, en ce sens, pris avec la nouvelle formule des dispositions à l'encontre des élus de notre département, et d'un certain nombre de personnes qui aujourd'hui reçoivent le journal. Si comme Bernard vous pensez qu'un de

vos amis, voisins, camarades de travail ou autre seraient satisfaits de recevoir les Nouvelles, n'hésitez pas faites nous parvenir ses coordonnées nous ferons le nécessaire en ce sens.

## Il fallait se le dire



Vos avis, vos réflexions sont nécessaires pour que nous puissions ensemble comprendre et mieux appréhender notre action.

« NLA 41 rue des Olivettes 44000 Nantes »  
e-mail : nouvelles-loire-atlantique@la poste.net

## Satisfaction.

De nouveaux messages continuent à parvenir à la rédaction des Nou-

velles, c'est le cas notamment de Raymond et Jeannette qui trouve dans la nouvelle formule beaucoup de positif sur le traitement